



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 73.819/2/V
du 21 août 2023

advies 73.819/2/V
van 21 augustus 2023

sur

over

un avant-projet de loi 'relatif à
la création et à l'organisation
des missions de l'Unité
nationale ETIAS (U.N.E.)'

een voorontwerp van wet
'betreffende de oprichting en
de organisatie van de
opdrachten van de ETIAS
Nationale Eenheid (E.N.E.)'

Le 8 juin 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif à la création et à l'organisation des missions de l'Unité nationale ETIAS (U.N.E.)'

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 21 août 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 août 2023.

*

Op 8 juni 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de oprichting en de organisatie van de opdrachten van de ETIAS Nationale Eenheid (E.N.E.)'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 21 augustus 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 augustus 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Il ressort du dossier transmis à la section de législation que l'avant-projet a été envoyé pour avis au Comité permanent R simultanément à la saisine de la section de législation.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation sur des points autres que de pure forme ou ne résultant pas également des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Articles 7 et 26

À l'article 7, il est question du seul fonctionnaire dirigeant de la section du Centre de Crise National en tant que responsable des missions énumérées par cet article, alors qu'à l'article 26, § 2, de l'avant-projet, il est fait mention, en ce qui concerne la section de l'Office des Étrangers, du fonctionnaire dirigeant ou son remplaçant.

Pour leur part, les articles 8, § 2, 25, § 1^{er}, et 28, de l'avant-projet, font expressément état d'un remplaçant du fonctionnaire dirigeant de la section du Centre de Crise National.

En conséquence, la phrase introductive de l'article 7 de l'avant-projet sera réexaminée et, le cas échéant complétée. Si l'intention est de maintenir une différence de régime entre les deux sections en ce qui concerne la possibilité de faire assumer les responsabilités du fonctionnaire dirigeant par un remplaçant, il y a lieu, d'une part, d'en déterminer plus clairement la portée pour ce qui concerne la section du Centre de Crise National et, d'autre part, d'exposer dans le commentaire de l'article les éléments de nature à justifier cette différence.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Articles 9 et 12

Les articles 9 et 12, § 1^{er}, font référence à l'accès aux bases de données « nécessaires » gérées par le service d'origine du membre détaché. L'exposé des motifs gagnerait à être complété par l'indication des bases de données qui sont susceptibles d'être réutilisées dans le cadre du système mis en place par le règlement 2018/1240 du Parlement européen et du Conseil du 12 septembre 2018 'portant création d'un système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages (ETIAS) et modifiant les règlements (UE) n° 1077/2011, (UE) n° 515/2014, (UE) 2016/399, (UE) 2016/1624 et (UE) 2017/2226' (ci-après : le « règlement ETIAS »).

La même observation vaut par ailleurs pour ce qui concerne les missions de la section de l'Office des Étrangers en matière d'immigration illégale.

Article 14

1. L'infraction terroriste est définie à l'article 3, paragraphe 1, 15°, du règlement ETIAS.

Tel que cela ressort par ailleurs de la définition donnée – par le paragraphe 1^{er}, 2°, de l'avant-projet – à la notion d'infractions de criminalité grave, cette notion correspond à la notion d'infraction pénale grave telle qu'elle est utilisée et définie par l'article 3, paragraphe 1, 16°, du règlement ETIAS.

Compte tenu de ce que l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet, prévoit que les définitions mentionnées à l'article 3 du règlement ETIAS s'appliquent à la loi en projet, il y a lieu d'omettre les définitions contenues au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, de l'avant-projet. Par ailleurs, dans la version française de l'article 14, § 1^{er}, 2°, de l'avant-projet, les mots « infractions de criminalité grave » seront remplacés par les mots « infraction pénale grave » conformément à ce que prévoit le règlement ETIAS.

2. Au paragraphe 3, il y a lieu d'explicitier la notion de « répertoire commun des données d'identité (CIR) », le cas échéant par un renvoi aux dispositions normatives qui en constituent le fondement juridique.

3. Les mots « Règlement Interopérabilité » seront remplacés par l'intitulé complet du règlement ainsi visé.

Article 16

Le paragraphe 3 utilise la notion de « jours ouvrables ».

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, l'expression « jour ouvrable » exclut le dimanche et les jours fériés légaux mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable ¹.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable, il convient de compléter ce texte par une disposition indiquant que cette notion désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Articles 17 et 24

Le « fichier » est défini par l'article 4, 6°, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' comme étant :

« tout ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique ».

Dans la mesure où le registre de journalisation est appelé à contenir des données à caractère personnel, il constitue lui-même un fichier au sens de ce même article 4, 6°, ce qui implique un traitement de données à caractère personnel.

L'article 22 de la Constitution subordonne tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée au respect d'un principe de légalité formelle. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les « éléments essentiels » sont fixés préalablement par le législateur.

¹ Voir par exemple C.E. (8^e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret.

Par conséquent, les « éléments essentiels » du traitement de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation et la Cour constitutionnelle considèrent que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des 'éléments essentiels' les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données ².

Afin de répondre aux exigences précitées, il y a lieu de compléter le dispositif en précisant les personnes habilitées à avoir accès aux données du registre de journalisation, les catégories de données traitées, la durée de conservation des données traitées ainsi que les finalités poursuivies dans le cadre de ce traitement.

Article 18

La notion de « clôture de l'enquête » sera explicitée à tout le moins dans le commentaire de l'article.

Article 22

À l'alinéa 2, si le renvoi opéré à la loi du « XXX SIS » concerne la loi du 2 mars 2023 'relative au fonctionnement et à l'utilisation du système d'information Schengen (SIS) dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale, dans le domaine des vérifications aux frontières et aux fins du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier', il convient de vérifier si la référence à la disposition mentionnée est correcte.

En effet, l'article 6, § 4, de cette loi énonce :

« Le Roi détermine quel(le)s sont les organismes publics, autorités, services publics et services répressifs qui interviennent en Belgique en tant qu'autorité nationale au sens de la présente loi et dresse la liste des autorités compétentes telle que visée à l'article 41, paragraphe 8, du règlement (UE) 2018/1861 et à l'article 56, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1862 ».

Il n'est donc pas fait état, à proprement parler, de modalités organisant l'accès au système d'information.

Le renvoi et la mention de la disposition seront donc revus.

² Voir l'avis n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 14 août 2021 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', observation n° 101, *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119. C.C., 10 mars 2022, n° 33/2022, B.13.1 ; C.C., 22 septembre 2022, n° 110/2022, B.11.2.

Article 27

Il convient de préciser de manière expresse dans le dispositif que cette section est compétente pour évaluer les risques relatifs à l'immigration illégale qui, en l'état de l'avant-projet, n'est qu'une mission qui se déduit du texte.

Article 32

La portée de la notion de « responsabilité opérationnelle du traitement des données à caractère personnel » n'apparaît pas clairement.

La disposition sera clarifiée sur ce point.

Article 35

1. Dans la phrase liminaire, il convient de faire référence à « la loi du 2 mars 2023 » 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne le système d'entrée/sortie'.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 37 à 39.

2. Par souci de sécurité juridique, il convient de remplacer la définition donnée à l'autorisation de voyage contenue au 33° en projet par un renvoi à la définition figurant à l'article 3, paragraphe 1, 5°, du règlement ETIAS, qui est plus précise.

Article 42

L'article 184/5 en projet prévoit :

« Lors du traitement de données à caractère personnel la concernant, toute personne physique a droit à la protection de ses libertés et droits fondamentaux, notamment à la protection de ses données à caractère personnel ».

Comme cette disposition ne constitue qu'un rappel des règles consacrées par la Constitution ainsi que par le droit international et européen, elle est dépourvue d'utilité et sera omise.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, blijkt dat het Vast Comité I tegelijk met de afdeling Wetgeving om advies over het voorontwerp is verzocht.

Indien de aan de afdeling Wetgeving voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn of die niet ook zouden voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen opnieuw om advies aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikelen 7 en 26

In artikel 7 wordt enkel de leidend ambtenaar van de sectie van het Nationaal Crisiscentrum vermeld als verantwoordelijke voor de in dat artikel opgesomde opdrachten, terwijl in artikel 26, § 2, van het voorontwerp met betrekking tot de sectie van de Dienst Vreemdelingenzaken melding wordt gemaakt van de leidend ambtenaar of zijn vervanger.

De artikelen 8, § 2, 25, § 1, en 28, van het voorontwerp maken op hun beurt uitdrukkelijk gewag van een vervanger van de leidend ambtenaar van de sectie van het Nationaal Crisiscentrum.

De inleidende zin van artikel 7 van het voorontwerp moet bijgevolg opnieuw worden onderzocht en in voorkomend geval worden aangevuld. Als het de bedoeling is voor de twee secties een verschillende regeling te handhaven inzake de mogelijkheid dat een vervanger de verantwoordelijkheden van de leidend ambtenaar op zich neemt, moet enerzijds duidelijker worden bepaald wat dat betekent voor de sectie van het Nationaal Crisiscentrum, en moeten anderzijds in de toelichting bij het artikel de elementen worden uiteengezet die dat verschil kunnen rechtvaardigen.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Artikelen 9 en 12

In de artikelen 9 en 12, § 1, wordt verwezen naar de toegang tot de “nodige” databanken die worden beheerd door de eigen dienst van het gedetacheerde lid. Het verdient aanbeveling om in de memorie van toelichting aanvullend te vermelden welke databanken kunnen worden hergebruikt in het kader van de regeling die is ingevoerd bij verordening 2018/1240 van het Europees Parlement en de Raad van 12 september 2018 ‘tot oprichting van een Europees reisinformatie- en -autorisatiesysteem (ETIAS) en tot wijziging van de Verordeningen (EU) nr. 1077/2011, (EU) nr. 515/2014, (EU) 2016/399, (EU) 2016/1624 en (EU) 2017/2226’ (hierna: “de ETIAS-verordening”).

Dezelfde opmerking geldt overigens voor de opdrachten van de sectie van de Dienst Vreemdelingenzaken inzake illegale immigratie.

Artikel 14

1. In artikel 3, lid 1, 15°, van de ETIAS-verordening wordt een definitie gegeven van “terroristisch misdrijf”.

Zoals voorts blijkt uit de definitie van het begrip “ernstige strafbare feiten” (in het Frans “infractions de criminalité grave”) in paragraaf 1, 2°, van het voorontwerp, stemt dat begrip overeen met het begrip “ernstig strafbaar feit” (in het Frans “infraction pénale grave”) zoals gebruikt en gedefinieerd in artikel 3, lid 1, 16°, van de ETIAS-verordening.

Gelet op het feit dat in artikel 3, eerste lid, van het voorontwerp wordt bepaald dat de definities vermeld in artikel 3 van de ETIAS-verordening van toepassing zijn op de ontworpen wet, moeten de definities die vervat zijn in paragraaf 1, 1° en 2°, van het voorontwerp, worden weggelaten. Voorts moeten in de Franse tekst van artikel 14, § 1, 2°, van het voorontwerp de woorden “infractions de criminalité grave” overeenkomstig het bepaalde in de ETIAS-verordening worden vervangen door de woorden “infraction pénale grave”.

2. In paragraaf 3 moet het begrip “gemeenschappelijk identiteitsregister” worden verduidelijkt, in voorkomend geval door een verwijzing naar de normatieve bepalingen die de rechtsgrond ervan vormen.

3. Het woord “Interoperabiliteitsverordening” moet worden vervangen door het volledige opschrift van de aldus bedoelde verordening.

Artikel 16

In paragraaf 3 wordt het begrip “werkdagen” gebruikt.

Volgens een vaste rechtspraak vallen zondagen en wettelijke feestdagen behoudens andersluidende bepaling niet onder het begrip “werkdagen”, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen.¹

Indien het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om zaterdagen niet als werkdagen te beschouwen, dient deze tekst te worden aangevuld met een bepaling die stelt dat dat begrip verwijst naar alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

Artikelen 17 en 24

In artikel 4, 6°, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ wordt de volgende definitie gegeven van “bestand”:

“elk gestructureerd geheel van persoonsgegevens die volgens bepaalde criteria toegankelijk zijn, ongeacht of dit geheel gecentraliseerd of gedecentraliseerd is dan wel op functionele of geografische gronden is verspreid”.

In zoverre het logbestand persoonsgegevens zou bevatten, vormt het zelf een bestand in de zin van datzelfde artikel 4, 6°, hetgeen een verwerking van persoonsgegevens impliceert.

Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op eerbiediging van het privéleven, dat het beginsel van een uitdrukkelijke wettelijke regeling in acht dient te worden genomen. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de “essentiële elementen” voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld.

¹ Zie bijvoorbeeld RvS (VIIIe kamer) 20 mei 2010, nr. 204.165, *Piret*.

Bijgevolg moeten de “essentiële elementen” van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband zijn de afdeling Wetgeving en het Grondwettelijk Hof van oordeel dat, ongeacht wat de aard van de betrokken aangelegenheid is, de volgende elementen in beginsel “essentiële elementen” uitmaken: 1°) de categorieën van verwerkte gegevens; 2°) de categorieën van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorieën van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.²

Om aan de voormelde vereisten te voldoen moet het dispositief worden aangevuld met de vermelding van de personen die gemachtigd zijn om toegang tot de gegevens van het logbestand te hebben, van de categorieën van verwerkte gegevens, van de bewaartermijn van de verwerkte gegevens alsook van de doelstellingen die met die verwerking worden nagestreefd.

Artikel 18

Het begrip “afsluiting van het onderzoek” moet op zijn minst in de toelichting bij het artikel worden verduidelijkt.

Artikel 22

Indien de verwijzing in het tweede lid naar de wet “van XXX SIS” betrekking heeft op de wet van 2 maart 2023 ‘betreffende de werking en het gebruik van het Schengeninformatiesysteem (SIS) op het gebied van politieke en justitiële samenwerking in strafzaken, op het gebied van grenscontroles en voor de terugkeer van illegaal verblijvende onderdanen van derde landen’, dient te worden nagegaan of de verwijzing naar de genoemde bepaling correct is.

Artikel 6, § 4, van die wet luidt immers als volgt:

“De Koning bepaalt welke publieke instanties, autoriteiten, overheidsdiensten en ordehandhavingsdiensten in België optreden als Nationale Autoriteit in de zin van deze wet en stelt de lijst op van de bevoegde autoriteiten, zoals bedoeld in artikel 41, lid 8, van Verordening (EU) 2018/1861 en in artikel 56, lid 7, van Verordening (EU) 2018/1862.”

Er is dus strikt genomen geen sprake van nadere regels houdende organisatie van de toegang tot het informatiesysteem.

De verwijzing en de vermelding van de bepaling moeten dan ook worden herzien.

² Zie advies 68.936/AV van 7 april 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 14 augustus 2021 ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, opmerking 101, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/001, 119. GwH 10 maart 2022, nr. 33/2022, B.13.1; GwH 22 september 2022, nr. 110/2022, B.11.2.

Artikel 27

In het dispositief dient uitdrukkelijk te worden bepaald dat die sectie bevoegd is om de risico's van illegale immigratie te beoordelen, wat in de huidige versie van het voorontwerp een opdracht is die enkel uit de tekst is af te leiden.

Artikel 32

De draagwijdte van het begrip “operationeel verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens” is niet duidelijk.

De bepaling moet op dat punt worden verduidelijkt.

Artikel 35

1. In de inleidende zin dient te worden verwezen naar “de wet van 2 maart 2023” ‘tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft het inreis-uitreisstelsel’.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 37 tot 39.

2. Ter wille van de rechtszekerheid dient de definitie van de reisautorisatie, in de ontworpen bepaling onder punt 33°, te worden vervangen door een verwijzing naar de – nauwkeurigere – definitie vervat in artikel 3, lid 1, 5°, van de ETIAS-verordening.

Artikel 42

Het ontworpen artikel 184/5 luidt als volgt:

“Iedere natuurlijke persoon heeft in verband met de verwerking van persoonsgegevens die op hem betrekking hebben, recht op bescherming van zijn fundamentele rechten en vrijheden, inzonderheid op de bescherming van zijn persoonsgegevens.”

Aangezien die bepaling slechts een herhaling is van de regels die verankerd zijn in de Grondwet en in het internationaal en Europees recht, is ze nutteloos en moet ze worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET